

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SARP INDUSTRIES RHONE ALPES (SIRA)

943 chemin de l'Islo
38670 Chasse-sur-Rhône

Références : UiD 4243-DSSP-023-0380
Code AIOT : 0006103506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement SARP INDUSTRIES RHONE ALPES implanté L'Horme - Chemin de l'Horme - 42450 Sury-le-Comtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP INDUSTRIES RHONE ALPES
- L'Horme Chemin de l'Horme 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Par arrêté préfectoral du 16/02/2017, la société SIRA est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux située au lieu-dit « L'Horme » sur la commune de Sury-le-Comtal. Cette autorisation comprend la création d'un 6^{ème} casier. Les travaux d'aménagement de ce 6^{ème} casier se sont terminés fin 2018 et il a été mis en exploitation (rapport du 04/12/2018). Seules les boues d'hydroxydes métalliques provenant du centre de traitement SIRA de Chasse sur Rhône sont admises sur l'installation de stockage.

La visite d'inspection constitue une visite périodique prévue par le plan pluriannuel d'inspections des installations classées.

Elle vise à contrôler le respect des prescriptions des arrêtés encadrant l'installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets,
- autosurveillance des eaux superficielles,
- surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (2)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1	/	Sans objet
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas relevé de non-conformité.

L'extension du réseau de surveillance des eaux souterraines à l'aval hydrogéologique du site devrait permettre de pouvoir caractériser l'étendue de la pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets)
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont établis sous Trackdéchets. Les seuls déchets réceptionnés sur le site sont les boues d'hydroxydes métalliques produites sur le site de Chasse-sur-Rhône, les seuls déchets expédiés sont les lixiviats, traités sur le site de Chasse-sur-Rhône. Ces déchets sont des déchets dangereux et font donc l'objet d'une émission d'un BSD à chaque expédition. Ces BSD tiennent lieu de registre des déchets entrants et sortants selon les dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Une extraction de l'ensemble des BSD émis a été consultée le jour de l'inspection. 2 BSD ont été consultés au hasard : 1 BSD "Boues" et 1 BSD "Lixiviats" ; aucune anomalie n'a été constatée. 855 tonnes de lixiviats ont été évacués depuis le 01/01/2023. Cette quantité est inférieure à celle évacuée à la même époque en 2022 (env 1 207 tonnes) mais cela reste cohérent compte-tenu de la faible pluviométrie (la quantité d'eaux pluviales rejetées est également en baisse).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : [...] Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. [...] Avant l'envoi des déchets sur la décharge (au départ de la plate-forme de Chasse sur Rhône), il est procédé aux vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- examen visuel du chargement ;- prélèvement de deux échantillons dont un est analysé ;- test de lixiviation de courte durée. Les modalités de vérification des déchets à l'arrivée sur le site de stockage se fera dans le cadre d'une procédure d'assurance qualité (procédure 300 009 de mars 2004). L'exploitant s'engage à travers cette procédure à garantir les critères d'admission des déchets et une traçabilité suffisante de ceux-ci. Toute modification de la procédure fera l'objet d'un accord préalable de l'inspecteur des Installations Classées. Cette procédure fera l'objet d'un audit annuel conformément aux normes qualités applicables. Cet audit sera transmis à l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : La validité des CAP a été vérifiée : <ul style="list-style-type: none">- Pour les boues, le CAP n° 4201 est valide jusqu'au 31/12/2023- Pour les lixiviats, le CAP n° CV-08457 est valide jusqu'au 18/04/2024. La procédure d'assurance qualité 300 009 décrivant les modalités d'acceptation des boues sur l'ISDD, de gestion des effluents aqueux et de suivi des eaux souterraines n'a pas été modifiée depuis sa mise à jour en 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales et les eaux souterraines pompées sont stockées dans un bassin de 1 200 m ³ avant rejet au réseau pluvial communal. Le débit de rejet est fixé à 30 m ³ /h. Une autorisation de rejet et une convention spéciale de déversement sont établies par le gestionnaire du réseau et transmises à l'inspection des installations classées. Les eaux pluviales ne peuvent être rejetées au réseau pluvial communal que si elles respectent au moins les valeurs du tableau suivant : (non reproduit). Une analyse de la qualité des eaux pluviales est effectuée à la fréquence trimestrielle sur l'ensemble des paramètres listés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus. Une fois par an, cette analyse comprend en outre le suivi de l'Arsenic tel que visé au 3 du tableau ci-dessus.

<p>Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'application GIDAF :</p> <ul style="list-style-type: none"> • trimestriellement pour les paramètres visés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus ; • annuellement pour ce qui concerne le paramètre visé au 3 du tableau ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p>Le rejet des eaux pluviales est effectué par bâchée dans le réseau communal (fossé de la ZI Les Chaux), en fonction de la hauteur d'eau dans le bassin et des prévisions pluviométriques.</p> <p>Avant chaque rejet, l'exploitant procède à une analyse en interne en vue de vérifier la qualité des eaux.</p> <p>Les analyses trimestrielles sont réalisées par le laboratoire Eurofins. Le prélèvement est effectué en même temps que les prélèvements dans les piézomètres (suivi eaux souterraines) car c'est le même laboratoire qui procède aux analyses.</p> <p>Cette analyse trimestrielle ne correspond donc pas forcément à un rejet : la pompe est mise en route à la seule fin de prélèvement pour analyse.</p> <p>Les résultats sont transmis par l'intermédiaire de l'application GIDAF et également dans le cadre des bilans d'exploitation trimestriels et annuels.</p> <p>Il n'y a pas eu de rejet au 1er trimestre 2023 ; 247 m³ ont été rejetés au 2ème trimestre. Le bilan du 3ème trimestre n'est pas encore établi (analyse effectuée en septembre).</p> <p>L'analyse effectuée en juin est conforme pour tous les paramètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 101.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quatre fois par an au minimum et deux fois en période présumée de basses eaux et hautes eaux, des analyses des eaux souterraines portant sur les paramètres suivant seront effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, phénols, Cr6+, Cd, Pb, Hg, , fluorures, nitrates, nitrites, arsenic et cyanures libres et totaux. <p>Ces analyses seront effectuées, à minima, sur la moitié des piézomètres, en alternance pour avoir au moins deux mesures sur chacun des piézomètres annuellement. Le niveau d'eau sera relevé sur chaque piézomètre tous les trimestres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux souterraines sont suivies selon les modalités fixées dans l'arrêté préfectoral du 16/02/2017.</p> <p>3 nouveaux piézomètres vont être implantés pour suivre l'évolution de la pollution des eaux souterraines : 1 nouveau piézomètre de référence (amont) va être mis en place en limite Sud du site pour remplacer le pz12, impacté par les métaux lourds (impacté par un "dôme piézométrique" au sein du site). Les 2 autres piézomètres seront installés en limite Nord du site et à l'extérieur dans l'ancienne carrière BOUYER-LEROUX.</p> <p>Les opérations, initialement prévues début septembre ont été reportées à la semaine 43 selon la disponibilité de l'entreprise de forage.</p> <p>Le suivi montre toujours un effet de l'installation sur les eaux souterraines sur l'ensemble des piézomètres "aval" ainsi que sur le pz12 (initialement considéré comme un pz de référence) impacté par le "dôme piézométrique".</p> <p>Les concentrations en métaux lourds sont comparées à la norme européenne des eaux brutes destinées à la consommation humaine. Les paramètres "déclassant" sont le Nickel et le Plomb, plus rarement l'Arsenic.</p> <p>Le piézomètre "amont" pz11 n'est pas impacté.</p> <p>On note également une très forte conductivité sur le pz16 en aval des bassins.</p>

<p>L'implantation d'un piézomètre de suivi à l'extérieur de l'emprise du site permettra de suivre l'étendue de la pollution.</p> <p>Un ou plusieurs piézomètres pourraient également être implantés en aval des pz15 et 16, à l'Est, compte-tenu des écoulements définis par les courbes isopièzes tracées à chaque relevé. Cela pourra notamment être évalué au regard des résultats du suivi sur les nouveaux ouvrages.</p> <p>L'étude hydrogéologique n'a pas mis en évidence d'usage des eaux souterraines en aval du site.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'entreprise réalise les forages selon les modalités décrites dans le porter à connaissance qu'il a transmis (notamment forage à l'air sans additif).</p> <p>Il est rappelé qu'un rapport de fin de travaux doit être établi et transmis dans les 2 mois qui suivent la fin des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>